



Centre de Recherche Val de Loire
Site d'Orléans
2163 Avenue de la Pomme de Pin
CS 40001 - Ardon
45075 ORLEANS CEDEX 2

CAHIER DES CHARGES DU CONTRAT

PREVENTIF

DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION

DE "FROID" ou PAC

DU SITE INRAE ORLEANS

1 MISSIONS DU PRESTATAIRE :

1-1 ENTRETIEN PREVENTIF :

Le prestataire aura pour objectif le maintien en parfait état de fonctionnement des installations ou appareils de production de froid du site de recherche INRAE VAL DE LOIRE à ARDON

Il devra, en outre, soumettre à l'INRAE toute modification visant à améliorer le fonctionnement, ou le rendement des installations ou appareils. Ces installations, ou appareils, sont répertoriés dans l'annexe jointe.

Un planning annuel devra être fourni spécifiant les dates de visites.

Toute intervention d'entretien et de contrôle devra être consignée sur des fiches conformément au chapitre 3-5.

L'entretien préventif fera l'objet d'un prix forfaitaire annuel par appareils.

Le contrat sera de type : opération d'entretien préventif

1-2 COMPETENCES TECHNIQUES DU PRESTATAIRE :

Toute installation ou appareil sera considéré dans sa globalité. Il conviendra d'y inclure tous les organes dits "annexes".

Les domaines de compétences du prestataire porteront donc, entre autres, sur les spécialités suivantes :

- frigorifique.
- hydraulique.
- mécanique.
- électrique.
- commandes et contrôles (électrotechnique, électromécanique, électronique, automatisme...).
- Distribution de fluides (gaz frigorigène, eau glacée...)
- Dispositifs de sécurité des appareils.

2 INTERVENTIONS :

2-1 DEPANNAGE :

Dans le cas d'une demande de dépannage par l'INRAE, les pièces changées feront l'objet d'une facture qui précisera pour chaque intervention la date, la référence de l'installation concernée et les pièces détachées mises en œuvre.

Le déplacement sera compris dans le prix.

Cependant, le prestataire devra obligatoirement pour toute intervention établir un devis.

Il n'engagera les travaux qu'après accord d'un responsable INRAE

Le prestataire assurera le dépannage des installations ou appareils décrits à l'annexe tarifaire. Le délai d'intervention ne pourra pas excéder **4 heures** après l'appel de l'INRAE, et sur la plage horaire **08/18 heures les jours ouvrés**.

Les pièces changées dans le cadre de la maintenance ou des dépannages feront l'objet d'une facture qui précisera pour chaque intervention la date, la référence de l'installation concernée et les pièces détachées mises en œuvre.

Cependant, le prestataire devra obligatoirement pour toute intervention établir un devis.

Il n'engagera les travaux qu'après accord avec les responsables INRAE.

Si l'installation ou l'appareil défectueux ne peut être remis en état, le prestataire devra proposer son remplacement, ou sa modification.

Remarque :

L'INRAE se garde la possibilité de faire effectuer les travaux par tout autre prestataire de son choix.

3 RELATIONS PRESTATAIRE - INRAE :

3-1 INTERLOCUTEUR INRAE.

Les relations techniques entre l'INRAE et le prestataire devront prioritairement s'effectuer avec le responsable travaux du site ou avec les représentants des unités de recherche.

3-2 REUNIONS TECHNIQUES :

Le prestataire et le responsable travaux INRAE accompagnés d'utilisateurs, se réuniront au minimum 1 fois par an.

3-3 FOURNITURES ET OUTILLAGE :

Fournitures :

Toutes les dépenses de fourniture de gaz réfrigérant, filtres sur le circuit frigorifique, petites fournitures, etc. seront à charge du prestataire **lors de la visite préventive ainsi que le changement annuel de tous les filtres des centrales d'air (suivant liste des matériels).**

3-4 FICHES D'INTERVENTIONS :

A chaque intervention curative le prestataire devra fournir au responsable INRAE une fiche mentionnant :

- La nature de l'intervention.
- Le nom de l'intervenant.
- La date et la durée de l'intervention.

- Les fournitures mises en œuvre.
- Les résultats des mesures.
- Toute remarque utile au bon fonctionnement de l'installation ou appareil.

IMPORTANT : Afin d'avoir la traçabilité sur les visites préventives, chaque matériel aura sa fiche sur laquelle sera mentionné toutes les mesures prises lors du contrôle (pression gaz, température, intensité moteur, etc.). Cette fiche sera remise au responsable INRAE.

3.5 ESSAIS ET MODIFICATION DE CONSIGNES :

Toute modification de consigne de fonctionnement définitive devra faire l'objet d'une concertation préalable avec les utilisateurs et le responsable INRAE.

Le prestataire devra prendre contact avec le ou les utilisateurs avant tout essai en fonctionnement.

3.6 ACCES AUX INSTALLATIONS

Le prestataire devra se soumettre aux consignes générales et particulières de sécurité sanitaires imposées au sein de l'INRAE (fermeture des portes, bâtiments isolés, locaux contenant des produits toxiques, etc....).

3.7 PLAN DE PREVENTION :

L'INRAE et le prestataire s'engagent à respecter les principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31/12/1991 et à rédiger et signer conjointement un plan de prévention en application du décret n° 92-158 du 20/02/1992.

3.8 CONFIDENTIALITE :

Eu égard à la nature des travaux de recherche conduits par l'INRAE, le prestataire et ses subordonnés sont tenus à une obligation de réserve et de confidentialité, pour toute information dont ils pourraient avoir connaissance, de façon fortuite ou volontaire, lors de l'accomplissement des missions confiées dans le cadre du présent contrat.

4 PRODUCTION DE FROID :

4-1 NATURE DES INSTALLATIONS OU APPAREILS :

D'une façon générale, l'intégralité de toute installation ou appareil de production de froid, notamment :

- Armoires climatiques.
- PAC.
- Chambres froides.
- Climatiseurs (unité intérieure et extérieure).
- Congélateurs, surgélateurs.

4-2 FREQUENCES MINIMALES DE CONTROLES :

Installations ou appareils : **1 visite minimum par an. (Voir liste en annexe)**

5 DUREE DU CONTRAT - REVISION DES PRIX

5-1 DUREE DU CONTRAT :

Le contrat sera conclu pour une durée d'une année à compter du **1^{er} juin 2024**. Chaque année, il pourra être renouvelé par tacite reconduction sans pouvoir excéder la durée de **3 ans**.

Si le prestataire ou l'INRAE, ne souhaite pas renouveler le contrat, il doit en être informer par lettre recommandée avec accusé de réception postal au moins trois mois avant le terme de la période en cours.

5-2 PRIX DES PRESTATIONS

Au titre du présent contrat, les parties conviendront du coût de la redevance annuelle des prestations pour la maintenance préventive des installations et appareils.

La redevance ci-dessus sera assujettie à la TVA au taux en vigueur à la date de la facturation.

Compte tenu de celui en vigueur à la date des conditions économiques.

5-3 REVISION DES PRIX :

Le présent contrat sera révisé annuellement à la date anniversaire du contrat.

Le Prestataire adressera à l'INRAE au moins 1 mois avant la prise d'effet de la révision le nouveau tarif établi en application de l'indice de révision.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, dès lors qu'elle aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 3 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

6 FACTURATION - PAIEMENT :

Facturation et règlement

En règlement de cette prestation de service, il sera établi **1** facture mensuelle.

La **première facturation** couvrira la **période du 1 juin 2024 au 30 juin 2024, puis par période mensuelle**.

Les factures doivent impérativement mentionner le numéro de marché mentionné lors de la notification du marché ou le numéro du bon de commande notifié par l'établissement. Pour les marchés à bons de commande, le numéro de marche et le numéro du bon de commande INRAE devront figurer sur la facture transmise.

Le paiement interviendra, après service fait, dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant.

L'INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire de l'INRAE, 37380 NOUZILLY.

Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- * Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- * Le numéro d'engagement juridique
- * Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- * Le montant HT des prestations ou fournitures
- * Le taux et le montant de la TVA
- * Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET de INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE	180 070 039 00870
Code du service concerné à INRAE (facultatif)	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° DE MARCHE (OBLIGATOIRE)	Communiqué à la notification du marché (exemple : 2021-C32-001)
N° d'engagement juridique (OBLIGATOIRE) (Bon de commande)	Communiqué à la notification du marché ou acceptation du devis (exemple : 0081-21C320011/1)
N° TVA intracommunautaire	FR 57 180 070 039

Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par l'INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Val de Loire.

7 LITIGES :

Les parties élisant domicile à ARDON, tout litige pouvant naître de l'application du contrat de prestation de service sera de la seule compétence du **Tribunal Administratif d'Orléans**.

Date, cachet de l'entreprise et signature